

25 mai 2004

04.145

Interpellation Roland Debély**Lancement du RUN:**

- 1. Des invités et des oubliés. La colère gronde.**
- 2. Les journées citoyennes ont-elles été un exercice-alibi?**

Des invités et des oubliés. La colère gronde.

Lundi 10 mai 2004. En grandes pompes, deux chefs de départements et vingt-cinq communes – paraît-il? – annoncent à la population neuchâteloise, par le truchement d'une conférence de presse, leurs intentions de collaborer au sein du RUN. Trente-sept autres communes sont absentes. Ces communes n'ont, semble-t-il, pas été invitées à la conférence de presse, pire elles n'ont pas été approchées, ni consultées au sujet de la future politique régionale et du RUN. Et, en conséquence, elles ont été écartées en ce qui concerne la stratégie de mise en œuvre de celui-ci!

Questionnés par les médias, les représentants du gouvernement semblent reprocher aux communes absentes leur manque d'intérêt pour la nouvelle politique régionale ou prétexter que ces communes ne sont pas prêtes pour cette première étape du processus! Quels contacts le gouvernement a-t-il pris avec les communes absentes et/ou avec les régions constituées, par exemple la Région Val-de-Ruz? N'y a-t-il pas eu deux poids, deux mesures dans les contacts et dans la phase préparatoire, les communes choisies et les autres?

Avec de nombreux élus, cantonaux et communaux, nous sommes surpris, étonnés et déçus de la façon dont le gouvernement met en œuvre le RUN, un des facteurs qui semble important pour l'avenir de notre canton. Comment peut-on construire l'avenir en créant deux types de communes, les invitées et les exclues?

"Le RUN est un état d'esprit" (P. Hirschy, journée citoyenne du 20 avril 2004). Constat: la mise en œuvre du RUN, au sens évoqué ci-devant, dénote un état d'esprit pour le moins particulier!

"La cohésion interne est un axe essentiel de la politique cantonale, aussi bien pour garantir à long terme la réussite du RUN que pour renforcer l'attractivité du canton" (source: brochure d'invitation aux journées citoyennes). Constat: la mise en œuvre du RUN, au sens évoqué ci-devant, n'est pas une démarche constructive pour renforcer la cohésion interne, pire, c'est un parfait autogoal!

Naïveté ou maladresse politique? Confusion entre rapidité et précipitation? Ou affirmation d'une politique clairement cloisonnée et volontairement différenciée entre les IN-RUN et les OUT-RUN?

Nous attendons des explications convaincantes du Conseil d'Etat et nous souhaitons connaître, cas échéant, les mesures qu'il entend prendre pour réparer cette grave bourde.

Les journées citoyennes ont-elles été un exercice-alibi?

Nous avons cru comprendre que les trois journées citoyennes avaient pour objectif de créer un débat public, de réfléchir ensemble à l'avenir du canton, d'identifier les problèmes centraux et de rassembler des idées nouvelles. Puis qu'une publication serait diffusée au printemps 2004,

Nous sommes surpris que des décisions, que des déclarations d'intention se préparent alors que les processus des journées citoyennes sont en cours et que des déclarations d'intention se signent avant même qu'un bilan des journées citoyennes ne soit tiré et discuté.

L'avis de la population et des élus intéresse-t-il véritablement les Départements de la gestion du territoire et de l'économie publique? Les journées citoyennes ont-elles été un exercice-alibi?

Il est difficile de suivre la cohérence gouvernementale. D'un côté une soi-disant consultation de la population et de l'autre côté un sprint pour avancer rapidement avec une partie des communes! Une façon malheureuse d'entretenir la notion de fossé entre l'exécutif cantonal et sa population, respectivement ses élus locaux.

Nous invitons le Conseil d'Etat à prendre position sur ce que nous avons ressenti comme une lacune en matière de cohérence.

L'urgence est demandée.

Cosignataires: M. Grossmann, P. Sandoz, C. Schallenberger, F. Rutti, A. Gerber, J.-B. Wälti, J. Tschanz, Ph. Haeberli, B. Zumsteg, B. Keller, D.G. Rossier, J.-C. Baudoin, C. Imhof et S. Vogel.